

Arrête :

Article 1^{er}. Le crédit inscrit à l'allocation de base 12.23 du programme 11.20 du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2002 est réparti comme suit :

(en euro)

DE			A		
PR	AB	CND	PR	AB	CND
11.20	12.23	3 966 300	11.20	12.20	396 630
			24.10	12.24	27 000
			35.40	12.22	396 630
			40.10	12.20	396 630
			45.50	12.25	396 630
			51.10	12.20	225 000
			51.40	12.20	46 630
			52.40	12.20	396 630
			54.10	12.04	396 630
			62.10	12.01	148 736
			62.40	12.20	125 000
			69.90	12.20	396 630
			72.30	12.02	220 894
			99.10	12.11*	396 630
TOTAL		3 966 300	TOTAL		3 366 300

* Nouvelle allocation de base AB 12.11 : Communication sur le marché du travail.

Art. 2. Les membres du Gouvernement flamand sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Une copie du présent arrêté est transmise, à titre d'information, au Parlement flamand, à la Cour des Comptes et au Ministère de la Communauté flamande.

Bruxelles, le 17 mai 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

Le Ministre flamand des Finances et du Budget,
de l'Innovation, des Médias et de l'Aménagement du Territoire,
D. VAN MECHELEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 2184

[C - 2002/29300]

13 JUIN 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 mars 2002 fixant la procédure et les conditions d'agrément des services, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 21 mars 1964 sur l'inspection médicale scolaire;

Vu le décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, notamment les articles 14, 17, 18 et 20;

Vu l'arrêté du 28 mars 2002 fixant la procédure et les conditions d'agrément des services, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, modifié par l'arrêté du 29 avril 2002;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 mai 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 mai 2002;

Vu l'urgence justifiée par le fait que le décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités entre en vigueur le 1^{er} septembre 2002; que les services de promotion de la santé doivent donc être agréés pour cette date; que la procédure d'agrément provisoire des mêmes services sera terminée le 30 juin, en application du décret du 20 décembre 2001, et qu'il doit en être de même en application du décret du 16 mai 2002;

Vu l'avis n° 33.509/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 mai 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement du 13 juin 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. L'intitulé de l'arrêté est modifié comme suit :

« Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 mars 2002 fixant la procédure et les conditions d'agrément des services, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école et du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités. »

Art. 2. A l'article 2 de l'arrêté du 28 mars 2002 fixant la procédure et les conditions d'agrément des services, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, les mots « ou d'étudiants » sont ajoutés après le mot « élèves ».

Art. 3. A l'article 3 du même arrêté, les mots « ou des hautes écoles, écoles supérieures des arts ou instituts supérieurs d'architecture » sont ajoutés après les mots « établissements scolaires ».

Art. 4. § 1^{er}. A l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « ou académique(s) » sont ajoutés après chaque terme « année(s) scolaire(s) ».

§ 2. L'alinéa 3, § 1^{er} de l'article 4 du même arrêté est modifié comme suit :

« Les conventions-cadres avec les établissements scolaires sont rédigées conformément à l'annexe II; les conventions-cadres avec les hautes écoles, les écoles supérieures des arts et les instituts supérieurs d'architecture sont rédigées conformément à l'annexe III. »

§ 3. A l'article 4, § 2, du même arrêté, les mots « ou de l'annexe III » sont ajoutés après les mots « de l'annexe II ».

Art. 5. § 1^{er}. L'article 5, § 1^{er}, du même arrêté est modifié comme suit :

« Lorsque la demande visée à l'article 3 est introduite pour un service non encore agréé sur base du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, ci-après dénommé « le décret du 20 décembre 2001 », sur base du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, ci-après dénommé « le décret du 16 mai 2002 » ou sur base de la loi du 21 mars 1964 sur l'inspection médicale scolaire, le service doit faire la preuve qu'il est apte à remplir les conditions d'agrément du décret du 20 décembre 2001 ou du décret du 16 mai 2002 et du présent arrêté. »

§ 2. L'article 5, § 2, du même arrêté est modifié comme suit :

« Lorsque la demande visée à l'article 3 est introduite pour un service déjà agréé sur base du décret du 20 décembre 2001, du décret du 16 mai 2002 ou de la loi du 21 mars 1964 sur l'inspection médicale scolaire, elle doit parvenir à l'administration au plus tard six mois avant la date d'échéance de l'agrément, et doit être accompagnée des conventions-cadres et de leurs annexes.

La demande doit également indiquer comment le service met en œuvre, globalement, l'ensemble des conventions-cadres conclues conformément à l'article 19 du décret du 20 décembre 2001 et à l'article 17 du décret du 16 mai 2002. »

Art. 6. L'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté est modifié comme suit :

« L'octroi des subventions peut être suspendu lorsque le service ne respecte pas les obligations imposées par les articles 5, § 1^{er}, al. 2 et § 2, 6, 7, 8, 10, § 1^{er}, 12, § 1^{er}, 13, § 3, 16, 17, 18 et 26 du décret du 20 décembre 2001, ou les obligations imposées par les articles 5, alinéas 1^{er} et 2, 6, 7, 8, 9, 12, § 1^{er}, 14, alinéa 2, 15, 16 et 22 du décret du 16 mai 2002, telles qu'elles sont précisées par les arrêtés d'application de ces articles. »

Art. 7. L'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté est modifié comme suit :

« Le retrait d'agrément peut être prononcé lorsque le service ne répond plus aux conditions fixées par le décret du 20 décembre 2001 ou aux conditions fixées par le décret du 16 mai 2002 et leurs arrêtés d'application, ou dans les cas visés à l'article 8, § 4, alinéa 2. »

Art. 8. § 1^{er}. L'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté est modifié comme suit :

« Pour l'année scolaire 2002 — 2003, la demande visée à l'article 3, concernant les conventions-cadres établies avec des pouvoirs organisateurs d'établissements scolaires, doit être rentrée au plus tard le 15 mai 2002, par tous les services précédemment agréés sur base de la loi du 21 mars 1964 sur l'inspection médicale scolaire désireux de conserver ou d'obtenir un nouvel agrément sur base du décret du 20 décembre 2001. »

§ 2. A l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, les mots « du 20 décembre 2001 » sont ajoutés après le mot « décret ».

§ 3. Un § 1^{er}*bis*, rédigé comme suit, est inséré entre le § 1^{er} et le § 2 de l'article 12 du même arrêté :

« Pour l'année scolaire 2002-2003, la demande visée à l'article 3, concernant les conventions-cadres établies avec des pouvoirs organisateurs de hautes écoles, d'écoles supérieures des arts ou d'instituts supérieurs d'architecture, doit être rentrée au plus tard le 15 juin 2002, par tous les services précédemment agréés sur base de la loi du 21 mars 1964 sur l'inspection médicale scolaire désireux de conserver ou d'obtenir un nouvel agrément sur base du décret du 16 mai 2002.

Si le dossier d'agrément est complet, et que le demandeur fournit la preuve que les conditions d'agrément fixées par le décret du 16 mai 2002 et le présent arrêté pourront être remplies au 1^{er} septembre 2002, le fonctionnaire délégué par le Ministre octroie un agrément provisoire d'un an, prenant cours le 1^{er} septembre 2002. Cet agrément provisoire est notifié au plus tard le 15 juillet 2002.

Si le dossier est incomplet, l'administration en informe le demandeur au plus tard le 30 juin. Le demandeur complète son dossier pour le 15 juillet au plus tard. L'agrément provisoire d'un an visé à l'alinéa 2 est notifié au plus tard le 31 juillet 2002.

Si le demandeur ne complète pas son dossier dans les délais visés ci-dessus, l'agrément provisoire n'est pas accordé. »

Art. 9. § 1^{er}. A l'annexe I, point 1 - A, du même arrêté, les mots « ou un service de promotion de la santé dans l'enseignement supérieur » sont ajoutés après les mots « à l'école ».

§ 2. A l'annexe I, points 2 - B, 2 - C, 7°, 8° et 9°, du même arrêté, les mots « ou étudiants » sont ajoutés après chaque terme « élèves ».

Art. 10. Une nouvelle annexe III est ajoutée après l'annexe II.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2002.

Art. 12. Le Ministre ayant la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 13 juin 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française;
La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

Annexe III à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 mars 2002 fixant la procédure et les conditions d'agrément des services, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école et du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités

MODELE DE CONVENTION - CADRE

Entre :

le pouvoir organisateur du service de promotion de la santé dans l'enseignement supérieur, ci-après dénommé « le service », représenté par, d'une part;

Et :

(option A*) et le pouvoir organisateur de la haute école (ou l'école supérieure des arts, ou l'institut supérieur d'architecture), ci-après dénommé « la haute école » (ou « l'école supérieure des arts », ou « l'institut supérieur d'architecture »), représenté par, d'autre part,

(option B**) et le pouvoir organisateur enseignement, représenté par, ci-après dénommé « le contractant », d'autre part,

est conclue la convention suivante.

Article 1^{er}.

Option A* :

Le service s'engage à exécuter, au bénéfice de la haute école (ou l'école supérieure des arts, ou l'institut supérieur d'architecture) les obligations fixées par le décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, ci-après dénommé « le décret ».

Option B** :

Le service s'engage à exécuter, au bénéfice du contractant et pour les hautes écoles, écoles supérieures des arts ou instituts supérieurs d'architecture repris ci-dessous, les obligations fixées par le décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, ci-après dénommé « le décret ».

Nom de la haute école, (ou de l'école supérieure des arts ou de l'institut supérieur d'architecture)	Adresse	N° immatriculation	Téléphone
--	---------	--------------------	-----------

Art. 2. La haute école (ou l'école supérieure des arts, ou l'institut supérieur d'architecture) (option A*) — Le contractant (option B**) s'engage à fournir au service les renseignements visés à l'article 13 du décret, sur support papier et, sauf impossibilité matérielle avérée, sur support informatique.

Art. 3.

Option A* :

Le service et la haute école (ou l'école supérieure des arts, ou l'institut supérieur d'architecture) s'engagent à ce que le projet-santé repris en annexe soit réalisé, dans le respect de la collaboration prévue à l'article 5, alinéa 1^{er}, du décret.

Option B** :

Le service et le contractant s'engagent à ce que chaque projet-santé repris en annexe, élaboré avec chacun des hautes écoles, écoles supérieures des arts ou instituts supérieurs d'architecture visés à l'article 1^{er} soient réalisés, dans le respect de la collaboration prévue à l'article 5, alinéa 1^{er}, du décret.

Les projets-santé visés aux alinéas 1^{er} et 2 ne doivent pas être joints pour les années scolaires 2002-2003 et 2003 - 2004.

Art. 4. Le service comprend les personnes reprises au tableau ci après :

Identité	Fonction	Durée des prestations	Téléphones	Haute école (ou école sup. des arts ou institut sup. d'architecture) pour lequel la personne travaille (option B**)
----------	----------	-----------------------	------------	---

Le service se réserve le droit de modifier cette composition pendant la durée de la convention, sous réserve d'en informer immédiatement la haute école, l'école supérieure des arts ou l'institut supérieur d'architecture.

Art. 5. Les bilans de santé se dérouleront dans les locaux sis à, dont la description et les plans sont repris en annexe.

(Pour l'option B**, préciser quel local sera affecté à quelle haute école, école supérieure des arts ou institut supérieur d'architecture).

Les points-santé seront organisés dans le local sis à

Sans préjudice de l'application de l'article 12, alinéa 2, de l'arrêté, les plans ne sont envoyés que lors de la première demande d'agrément.

Sous réserve d'en informer la haute école (ou l'école supérieure des arts, ou l'institut supérieur d'architecture) — le contractant, le service se réserve le droit de réaliser les bilans dans d'autres locaux, à condition que ceux-ci répondent aux normes et conditions fixées dans l'annexe I.

Art. 6. Les périodes de bilans seront fixées annuellement de commun accord et le cas échéant modifiées de commun accord.

Art. 7. La présente convention entre en application le 1^{er} septembre, pour une durée de trois années.

Elle peut être dénoncée par l'une des deux parties, moyennant un préavis de neuf mois adressé par lettre recommandée.

* L'option A est utilisée lorsque le contractant est un pouvoir organisateur d'une seule haute école ou école supérieure des arts ou institut supérieur d'architecture.

** L'option B est utilisée lorsque le contractant est un pouvoir organisateur de plusieurs hautes écoles ou écoles supérieures des arts ou instituts supérieurs d'architecture (ex. personne morale de droit public organisant plusieurs établissements d'enseignement — communal ou provincial).

Vu pour être annexé à l'arrêté du 28 mars 2002.

Bruxelles, le 13 juin 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 2184

[C — 2002/29300]

13 JUNI 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 maart 2002 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en -procedure van de diensten, bij toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheids-promotie op school

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 21 maart 1964 op het medisch schooltoezicht;

Gelet op het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteiten, inzonderheid op de artikelen 14, 17, 18 en 20;

Gelet op het besluit van 28 maart 2002 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en -procedure van de diensten, bij toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, gewijzigd bij het besluit van 29 april 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 mei 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 mei 2002;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteiten, in werking treedt op 1 september 2002; dat de diensten voor gezondheidspromotie dus voor deze datum erkend moeten zijn; dat de procedure van voorlopige erkenning van dezelfde diensten gedaan zal zijn op 30 juni, bij toepassing van het decreet van 20 december 2001 en dat hetzelfde moet gelden bij toepassing van het decreet van 16 mei 2002;

Gelet op het advies nr. 33.509/4 van de Raad van State, gegeven op 28 mei 2002, bij toepassing van artikel 84, 1^e lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 13 juni 2002,

Besluit :

Artikel 1. Het opschrift van het besluit wordt als volgt gewijzigd :

« Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 maart 2002 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en -procedure van de diensten, bij toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school en van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteiten ».

Art. 2. In artikel 2 van het besluit van 28 maart 2002 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en -procedure van de diensten, bij toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, worden de woorden « of van studenten » toegevoegd na de woorden « leerlingen ».

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden « of hogescholen, hogere kunstschole of hogere instituten voor architectuur » toegevoegd na de woorden « schoolinrichtingen ».

Art. 4. § 1. In artikel 4, § 1, 1^e lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « of academiejaar(jaren) » toegevoegd na de woorden « schooljaar(jaren) ».

§ 2. Lid 3, § 1 van artikel 4 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« De kaderovereenkomsten gesloten met de schoolinrichtingen worden opgesteld overeenkomstig bijlage II; de kaderovereenkomsten gesloten met andere hogescholen, hogere kunstscholen en hogere instituten voor architectuur worden opgesteld overeenkomstig bijlage III. »

§ 3. In artikel 4, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « of van bijlage III » toegevoegd na de woorden « van bijlage II ».

Art. 5. Artikel 5, § 1, van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« Wanneer de aanvraag bedoeld in artikel 3 ingediend wordt voor een dienst die nog niet erkend is op basis van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, hierna « het decreet van 20 december 2001 » genoemd, op basis van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteiten, hierna « het decreet van 16 mei 2002 » genoemd » of op basis van de wet van 21 maart 1964 op het medisch schooltoezicht, moet de dienst bewijzen dat hij in staat is aan de erkenningsvoorwaarden te voldoen van het decreet van 20 december 2001 of van het decreet van 16 mei 2002 en van dit besluit. »

§ 2. Artikel 5, § 2 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« Wanneer de aanvraag bedoeld in artikel 3 ingediend wordt door een dienst die reeds erkend is op basis van het decreet van 20 december 2001, van het decreet van 16 mei 2002 of van de wet van 21 maart 1964 op het medisch schooltoezicht, moet de aanvraag ten laatste zes maanden voor de einddatum van de erkenning bij de administratie toekomen, en moet die vergezeld gaan van de kaderovereenkomsten en hun bijlagen.

De aanvraag moet eveneens vermelden hoe de dienst globaal het geheel kaderovereenkomsten die gesloten zijn overeenkomstig artikel 19 van het decreet van 20 december 2001 en artikel 17 van het decreet van 16 mei 2002 in werking brengt. »

Art. 6. Artikel 8, § 1, lid 1, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« De toekenning van de subsidies mag worden geschorst wanneer de dienst de opgelegde verplichtingen bedoeld in de artikelen 5, § 1, lid 2 en § 2, 6, 7, 8, 10, § 1, 12, § 1, 13, § 3, 16, 17, 18 en 26 van het decreet van 20 december 2001 niet naleeft of deze bedoeld in de artikelen 5, leden 1 en 2, 6, 7, 8, 9, 12, 1, 14, lid 2, 15, 16 en 22 van het decreet van 16 mei 2002, zoals deze worden vermeld bij de toepassingsbesluiten van deze artikelen. »

Art. 7. Artikel 9, § 1, lid 1, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« De intrekking van de erkenning mag worden uitgesproken wanneer de dienst niet meer aan de bij het decreet van 20 december 2001 bepaalde voorwaarden of deze van het decreet van 16 mei 2002 en hun toepassingsbesluiten voldoet of in de in artikel 8, § 4, 2^e lid bedoelde gevallen. »

Art. 8. § 1. Artikel 12, § 1, lid 1, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Voor het schooljaar 2002-2003 moet de in artikel 3 bedoelde aanvraag, omtrent de kaderovereenkomsten gesloten met inrichtende machten van schoolinrichtingen, ten laatste op 15 mei 2002 worden ingediend door alle diensten tevoren erkend op basis van de wet van 21 maart 1964 op het medisch schooltoezicht, die hun erkenning willen behouden of een nieuwe erkenning bekomen op basis van het decreet van 20 december 2001. »

§ 2. In artikel 12, § 1, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « van 20 december 2001 » toegevoegd na het woord « decreet ».

§ 3. Er wordt een § 1bis ingevoegd tussen § 1 en § 2 van artikel 12 van hetzelfde besluit :

« Voor het schooljaar 2002-2003 moet de in artikel 3 bedoelde aanvraag, omtrent de kaderovereenkomsten gesloten met inrichtende machten van hogescholen, hogere kunstscholen of hogere instituten voor architectuur, ten laatste op 15 juni 2002 worden ingediend door alle diensten tevoren erkend op basis van de wet van 21 maart 1964 op het medisch schooltoezicht, die hun erkenning willen behouden of een nieuwe erkenning bekomen op basis van het decreet van 16 mei 2002. »

Als het dossier van erkenning volledig is en de aanvrager bewijst dat aan de erkenningsvoorwaarden die bij het decreet van 16 mei 2002 en dit besluit worden vastgesteld op 1 september 2002 zal worden voldaan, kent de ambtenaar die door de Minister is afgevaardigd een voorlopige erkenning van een jaar toe die begint te lopen vanaf 1 september 2002. Er wordt uiterlijk op 15 juli 2002 van deze voorlopige erkenning kennisgegeven.

Als het dossier van erkenning onvolledig is, brengt het bestuur de aanvrager ten laatste op 30 juni er op de hoogte van. De aanvrager vervolledigt zijn dossier uiterlijk op 15 juli. Er wordt uiterlijk op 31 juli 2002 kennisgegeven van de voorlopige erkenning van een jaar bedoeld bij lid 2.

Als de aanvrager zijn dossier niet vervolledigt binnen de hierboven vermelde termijn, wordt de voorlopige erkenning niet toegekend. »

Art. 9. § 1. In bijlage I, punt 1 — A, van hetzelfde besluit, worden de woorden « ou un service de promotion de la santé dans l'enseignement supérieur » toegevoegd na de woorden « à l'école ».

§ 2. In bijlage I, punten 2 - B, 2 - C, 7^e, 8^e en 9^e, van hetzelfde besluit, worden de woorden « ou étudiants » toegevoegd na iedere term « élèves ».

Art. 10. Er wordt een nieuwe bijlage III toegevoegd na bijlage II.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2002.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 13 juni 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL